

France-Paris-La-Défense: Design and execution of research and development**OJ S 15/2024 22/01/2024****Contract notice – utilities****Services****Legal Basis:**

Directive 2014/25/EU

Section I: Contracting entity

I.1. Name and addresses

Official name: RTE Réseau de Transport d'Electricité

Postal address: RTE Immeuble WINDOW, 7C, Place du Dôme

Town: PARIS LA DEFENSE CEDEX

NUTS code: FR France

Postal code: 92073

Country: France

Contact person: Mylène DAVEAU

E-mail: mylene.daveau@rte-france.com**Internet address(es):**Main address: www.rte-france.comAddress of the buyer profile: <https://rte-france.bravosolution.com>**I.3. Communication**

Access to the procurement documents is restricted. Further information can be obtained at:

<https://rte-france.bravosolution.com>

Additional information can be obtained from the abovementioned address

Tenders or requests to participate must be submitted electronically via: <https://rte-france.bravosolution.com>

Tenders or requests to participate must be submitted to the abovementioned address

I.6. Main activity

Electricity

Section II: Object

II.1. Scope of the procurement**II.1.1. Title**

Etude d'interfaçage, configuration et fourniture d'une machine virtuelle de protection opérant sur la plateforme ouverte SEAPATH

II.1.2. Main CPV code

73300000 Design and execution of research and development

II.1.3. Type of contract

Services

II.1.4. Short description

Ce marché s'inscrit dans le cadre du développement par RTE d'un démonstrateur intégrant différents VIED (IED virtuelle) de contrôle commande, produits par plusieurs acteurs distincts, sur la plateforme ouverte SEAPATH.

Le marché est composé des 2 phases suivantes:

- une étude d'interfaçage (constituant la part ferme du marché),
- la configuration et fourniture d'une machine virtuelle de protection (part optionnelle) opérant sur la plateforme ouverte SEAPATH.

II.1.5. Estimated total value

Value excluding VAT: 1 200 000,00 EUR

II.1.6. Information about lots

This contract is divided into lots: no

II.2. Description

II.2.3. Place of performance

NUTS code: FR France

II.2.4. Description of the procurement

Ce marché s'inscrit dans le cadre du développement par RTE d'un démonstrateur intégrant différents VIED (IED virtuelle) de contrôle commande, produits par plusieurs acteurs distincts, sur la plateforme ouverte SEAPATH.

Le marché est composé des 2 phases suivantes:

- une étude d'interfaçage (constituant la part ferme du marché),
- la configuration et fourniture d'une machine virtuelle de protection (part optionnelle) opérant sur la plateforme ouverte SEAPATH.

Le CCTP détaillant le périmètre des prestations est disponible sur le portail achats Bravo Solution (RFI 23563).

Il y aura minimum 2 attributaires et jusqu'à 4 attributaires, l'objectif du projet étant de démontrer l'interopérabilité multi fournisseurs de la solution.

Cette consultation donnera lieu à 1 accord-cadre par attributaire. Chaque accord cadre détaillera les prestations à réaliser par chaque attributaire et s'exécutera par bons de commande, sans remise en concurrence pendant l'exécution de l'accord cadre.

L'offre commerciale remise par chaque candidat ne pourra pas excéder 500k€.

II.2.5. Award criteria

Criteria below

Quality criterion - Name: Technique / Weighting: 60

Price - Weighting: 40

II.2.6. Estimated value

Value excluding VAT: 1 200 000,00 EUR

II.2.7. Duration of the contract, framework agreement or dynamic purchasing system

Duration in months: 6

This contract is subject to renewal: yes

Description of renewals:

Le marché fait l'objet d'options.

La levée d'option pour les options suivantes entraîne la prolongation du contrat.

- Phase étude : itération 3 (optionnelle)- Entraîne la prolongation du contrat de 2 mois
- Phase Fourniture du VIED (optionnelle) - La fourniture de matériel VIED entraîne la prolongation du contrat de 3 ans (36 mois)

II.2.9. Information about the limits on the number of candidates to be invited

Envisaged minimum number: 2Maximum number: 8Objective criteria for choosing the limited number of candidates:

Les dossiers de candidatures qui répondent aux conditions de participation et démontrent leur capacité économique et financière ainsi que leurs capacités techniques et professionnelles constituent la liste longue.

Après analyse des candidatures, il est souhaité que 8 sociétés maximum soient admises à participer à la consultation.

Dans l'hypothèse où le nombre de candidats constituant la liste longue serait supérieur au nombre maximum de candidats admis à soumissionner, une sélection sera réalisée au regard des critères suivants :

- Qualité des références (ou équivalences) présentées dans le Cadre de réponse à candidature / 12 points
- Pertinence de la présentation du candidat démontrant sa capacité à répondre aux besoins et attentes de RTE /18 points

II.2.10. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2.11. Information about options

Options: yes

Description of options:

- Phase étude : itération 3 – Entraîne la prolongation du contrat de 2 mois
- Fourniture du VIED – La fourniture de matériel VIED (A ou B) entraîne la prolongation du contrat de 3 ans
- Fourniture du matériel VIED A OU B :
 - . Fourniture du VIED dans sa configuration IED_A
 - . Fourniture du VIED dans sa configuration IED_B
- Configuration, pré-intégration et tests du VIED
 - . Configuration, pré-intégration et tests du VIED lors de la 1ère livraison dans sa configuration IED_A
 - . Configuration, pré-intégration et tests du VIED lors de la 1ère livraison dans sa configuration IED_B
- Prestations (formation, assistance à la configuration, intégration du VIED, adaptation exceptionnelle du VIED, expertise et conseil) sur Bordereau de prix – Valable toute la durée du contrat :
 - TJM expert à RTE
 - TJM technicien à RTE
 - TJM expert chez titulaire
 - TJM technicien chez titulaire

II.2.13. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds: no

II.2.14. Additional information

RTE se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions for participation

III.1.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions:

Le candidat devra adresser avec sa demande de participation les imprimés DC1 et DC2 dûment complétés et signés. Ces documents sont à se procurer à l'adresse suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Candidat établi en France :

- Le numéro unique d'identification (SIREN) délivré par l'INSEE, ou bien Carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers (original ou copie) datant de moins de 3 mois par rapport à la date limite de réponse; ou un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes morales ou physiques en cours d'inscription.

Candidat établi hors de France :

- un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ou, pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de 3 mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre ;
- un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France

Pour tous les candidats :

- Une déclaration sur l'honneur datée et signée justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

Il s'agit sans être exhaustif :

des peines prononcées par un juge pénal relatives à la corruption au sens large, la concussion, le trafic d'influence, la prise illégale d'intérêt, l'escroquerie, l'abus de confiance, le faux et usage de faux, le blanchiment, la participation à une association de malfaiteur, pour acte de terrorisme, pour stupéfiants ; des défauts de régularité au regard des obligations sociales ou fiscales, constatés soit par un juge, soit par les administrations chargées du recouvrement des impôts, cotisations et contributions sociales, soit par les services d'inspection du travail et assimilés ;

des états de liquidations judiciaires, de faillites, de redressement judiciaire ne justifiant pas de l'habilitation à poursuivre les activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public constatées par le tribunal de commerce ; de la violation des règles relatives à la lutte contre le travail illégal, constatées par les services de l'inspection du travail et assimilés ou rapportés par ces derniers aux représentants de l'État.

- Une déclaration sur l'honneur datée et signée justifiant ne pas être dans l'un des cas prévus au 1° de l'article 5 du règlement n°2022/576 du 8 avril 2022 du Conseil de l'Union européenne concernant les mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine

Candidat faisant partie du groupe EDF ou du groupe de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC):

- Afin de s'assurer du respect des dispositions des articles L111-10 et suivants du code de l'Energie, un candidat contrôlé directement ou indirectement par une société du groupe EDF ou CDC devra produire dans son dossier de candidature une déclaration indiquant son lien capitalistique avec une ou des sociétés du groupe EDF ou CDC.

Ces éléments produits en langue française sont à fournir par les candidats individuels, par chacun des membres d'un groupement candidat et, le cas échéant, par les sous-traitants présentés.

Le candidat s'engage à respecter la charte Fournisseur fournie par RTE

III.1.2. Economic and financial standing

List and brief description of selection criteria:

Bilans ou extraits de bilan

-Le candidat est prié de joindre les bilans ou extraits de bilan, concernant les trois dernières années, dans le cas où ce dernier fait partie des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi.

Chiffre d'affaires

- Le candidat doit justifier dans un document autoportant qu'il satisfait aux conditions suivantes : Réaliser un chiffre d'affaires annuel supérieur à 400Keuros (historique des 3 dernières années). Pour cela, le candidat doit fournir son chiffre d'affaires global, son chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché, portant sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.

III.1.3. Technical and professional ability

List and brief description of selection criteria:

1) Complétude et respect du cadre de réponse à candidature à télécharger via le portail achats Bravo Solution

Le Cadre de Réponse à Candidature intègre notamment la présentation détaillée de 3 références de projets réalisés au cours des 24 derniers mois pour des clients pertinents eu égard aux contraintes et enjeux de RTE ou équivalence, et permettant d'illustrer la connaissance et la capacité du candidat à

- déployer des protections de distance sur des réseaux publics d'électricité ou équivalent (2 références)

- fournir et installer des protections virtualisées à l'état de prototype ou industriel (1 référence)

2) Présentation du candidat démontrant sa compréhension du besoin et sa capacité à y répondre ou son engagement à obtenir ces moyens avant l'entrée en vigueur du marché (dans ce cas, le candidat doit préciser, en outre, comment il compte obtenir ces moyens dans les délais requis), notamment au regard des éléments ci-après : (10 slides MAX + Fichier Excel associé à télécharger sous le portail achat Bravo nommé « 23568 - Synthèse Présentation Aptitude »)

- Capacité à développer, implémenter et maintenir une protection de distance capable d'éliminer un défaut d'isolement sur une ligne aérienne HT ou THT

- Capacité à fournir et installer un VIED (CCV) exécutant en temps réel les algorithmes de protection (notamment protection de distance) nécessaire à la protection des ouvrages d'un poste

- Capacité à comprendre le fonctionnement de la plateforme ouverte SEAPATH et à intégrer les enjeux de cette plateforme dans l'interfaçage avec leur VIED

- Capacité à organiser, piloter et réaliser, dans la durée, des activités de conseil et d'expertise fonctionnelle et technique, en étroite collaboration avec les activités du marché

La capacité à réaliser l'ensemble de la prestation demandée en langue française ou anglaise.

III.1.6. Deposits and guarantees required

Des cautions ou garanties bancaires pourront être demandées et seront indiquées dans le dossier de consultation.

III.1.7. Main financing conditions and payment arrangements and/or reference to the relevant provisions governing them

Financement sur ressources propres. Paiement à 49 jours à compter de la date d'émission de la facture

III.1.8. Legal form to be taken by the group of economic operators to whom the contract is to be awarded

RTE se réserve le droit de demander au groupement sa transformation en groupement solidaire ou avec mandataire solidaire lors de l'attribution du marché, dans la mesure où cette transformation est nécessaire à la bonne exécution du marché.

En cas de candidature en groupement, l'ensemble des pièces demandées aux III.1.1) à III.1.3) doit être fourni par chacun de ses membres.

Sauf cas prévus à l'article R. 2142-26 du Code de la Commande Publique, la composition du groupement candidat à un avis d'appel à la concurrence ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Section IV: Procedure

IV.1. Description

IV.1.1. Type of procedure

Negotiated procedure with prior call for competition

IV.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

The procurement involves the establishment of a framework agreement

Framework agreement with several operators
Envisaged maximum number of participants to the framework agreement: 4

IV.1.4. Information about reduction of the number of solutions or tenders during negotiation or dialogue

Recourse to staged procedure to gradually reduce the number of solutions to be discussed or tenders to be negotiated

IV.1.8. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

IV.2. Administrative information

IV.2.2. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

Date: 20/02/2024

IV.2.3. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.2.4. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French

IV.2.6. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

Duration in months: 10 (from the date stated for receipt of tender)

Section VI: Complementary information

VI.1.

Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

VI.2. Information about electronic workflows

Electronic ordering will be used

Electronic invoicing will be accepted

VI.3. Additional information**VI.4. Procedures for review****VI.4.1. Review body**

Official name: Tribunal de grande instance de Nanterre

Postal address: 179-191, avenue Joliot-Curie

Town: Nanterre Cedex

Postal code: 92020

Country: France

Telephone: +33 140971010

VI.4.3. Review procedure

Precise information on deadline(s) for review procedures:

-Référé précontractuel prévu aux articles 5 et suivants de l'ordonnance n° 2009-515 du 7 mai 2009 relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique. Le recours doit être formé avant la conclusion du contrat.

- Référé contractuel prévu aux articles 11 et suivants de l'ordonnance n° 2009-515 du 7 mai 2009 relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique. Le recours doit être formé au plus tard le trente et unième jour suivant la publication au Journal officiel de l'Union européenne de l'avis d'attribution du contrat ou, pour les marchés fondés sur un accord-cadre ou un système d'acquisition dynamique, suivant la notification de la conclusion du contrat.

En l'absence de la publication d'avis ou de la notification, la juridiction peut être saisie jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat en vertu de l'article 1441-3 du code de procédure civile.

VI.4.4. Service from which information about the review procedure may be obtained

Official name: Tribunal de grande instance de Nanterre

Postal address: 179-191, avenue Joliot-Curie

Town: Nanterre Cedex

Postal code: 92020

Country: France

Telephone: +33 140971010

VI.5. Date of dispatch of this notice

17/01/2024